

De la démocratie...

« Un journaliste n'est pas là pour défendre le pouvoir mais pour critiquer. »

Geneviève Zongo, veuve du journaliste Norbert Zongo.

VOYAGE EN PAYS D'ÉTYMOLOGIE

"ÉTRANGIER"

« Étranger » vers 1120, dérive de l'étrange, lui-même issu du latin populaire « extraneus » signifiant ce qui est « du dehors, extérieur, qui n'est pas de la famille, du pays. »

Ce mot fut d'ailleurs employé dès 1050 et jusqu'au XIXe siècle dans le sens « d'étranger ».

L'on évoquait en ce temps-là les « terres étranges » et chacun s'entretenait à propos des « nations étrangères », c'est-à-dire de toutes choses ne correspondant pas à ce que nous avons l'habitude de voir, d'entendre, et par un réflexe intrinsèque à tout individu, ce qui ne releva pas du domaine du familier tomba nécessairement et inéluctablement dans celui de l'étrange, de « l'étranger ». Pour cette raison, toute personne n'appartenant pas à une même famille pouvait être considérée comme... étrange. Le voisin par exemple, sinon la famille d'en face, le village d'à côté, et cetera...

Mais, vers 1165, ce même terme signifia par ailleurs le sens de « hors du commun, extraordinaire », définissant par là une chose sortant de l'ordre, de l'ordinaire, du commun et de l'habituel. Utilisé en adjectif il devint l'équivalent de « l'épouvantable ». L'étrange prit alors les traits de l'épouvante.

Mais l'étrange est partout, Clément Marot nous le laisse entendre lorsqu'il « aperçoit bien qu'amour est de nature étrange, difficile à connaître et facile à sentir. »

Etrange, étranger, étrangeté, « on s'apprivoise à toute étrangeté par l'usage et le temps » nous dit Montaigne; fréquentation de l'étrange où ce qui est apprivoisé est nul autre que soi.

La question de la démocratie est un sujet trop sérieux pour être laissée au seul usage de nos gouvernants, attitude qui serait d'ailleurs contraire à l'esprit constituant l'essence même de la démocratie, à savoir le gouvernement par le peuple. Or qu'en est-il?

« La constitution qui nous régit n'a rien à envier à celles de nos voisins. Loin d'imiter les autres peuples, nous leur offrons plutôt un exemple. Parce que notre régime sert les intérêts de la masse des citoyens et pas seulement d'une minorité, on lui donne le nom de démocratie. (...) Nous sommes en effet les seuls à penser qu'un homme ne se mêlant pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile. Nous intervenons tous personnellement dans le gouvernement de la cité par notre vote ou même en représentant à propos nos suggestions. Car nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les paroles nuisent à l'action. »

Ces éléments de discours ne sont nullement issus d'une diatribe politique d'un candidat à l'élection présidentielle, ils datent de 2500 ans et proviennent de l'« Oraison funèbre » prononcée devant une assemblée de citoyens athéniens par le grand stratège Périclès. La démocratie athénienne telle qu'elle s'exprime ici, est celle qui aura posé les fondements d'un régime accordant à tout citoyen le droit d'être parmi l'Assemblée des citoyens qui siège, débat, délibère et pèse quant aux décisions finales et politiques engageant le destin de la cité. « **L'assemblée du peuple est souveraine sur toutes les questions** » déclarera Aristote. L'intention de Périclès est clairement d'intéresser tous les membres du corps civique à l'administration de

l'Etat, si bien que tous les citoyens puissent effectivement prendre part à la vie politique.

Ces vers des Suppliantes, tragédie d'Euripide, en témoignent: « Notre ville n'est pas au pouvoir d'un seul homme. Elle est libre. Son peuple la gouverne, ses chefs sont élus pour un an, l'argent n'y a nul privilège. Le pauvre et le riche ont les mêmes droits. » Démocratie directe où le peuple participe à l'organisation, à la construction et au cheminement politique du pays.

Cette démocratie naissante, originaire de l'Athènes du V^e siècle avant notre ère, quand bien même fut-elle imparfaite et parfois infidèle à ses valeurs démocratiques, tomba pourtant dans l'oubli durant plus de deux cents ans avant de revenir sur le devant de la scène politique à l'époque des Lumières, au seuil des révolutions américaines et françaises. La démocratie, ou plutôt la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et la Souveraineté nationale s'opposaient alors à la monarchie. Le peuple se rebellait et en 1863, le Président des Etats-Unis d'Amérique Abraham Lincoln, lors de la guerre de Sécession, lança cet aphorisme célèbre traduisant l'idéal démocratique: « **Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.** » En France, la Constitution de 1848 introduisait une nouvelle dimension: le social. Aux droits civils et politiques se rajoutaient les droits économiques et sociaux. La révolution industrielle s'accompagnait des mouvements ouvriers qui s'imposaient et luttèrent pour que des protections sociales – durement acquises – leur garantissent une vie meilleure, protections qui font l'objet à présent de vives attaques, lorsqu'elles ne sont pas déjà démantelées...

À ce sujet, Claude Lefort ne manque pas de rappeler que « la démocratie que nous connaissons, s'est instituée par des voies sauvages, sous l'effet des revendications qui se sont avérées immaîtrisables (par la société bourgeoise d'alors, laquelle tenta « d'enrayer sa dynamique de mille manières au cours du XIX^e siècle »), que la lutte des classes fut une lutte pour la conquête de droits – ceux-là mêmes qui s'avèrent à présent constitutifs de la démocratie. »

Dès lors, quel constat pouvons-nous faire aujourd'hui de la démocratie, considérant le chemin parcouru du Ve siècle avant notre ère jusqu'à nos jours?

Force est de constater que la démocratie est à l'agonie, laissée entre les mains de quelques-uns, habiles orateurs et démagogues corrompus, au service d'intérêts privés, plutôt que dans celles du peuple.

Aristote n'avait-il pas prévenu que du fait de l'égoïsme des dirigeants, la monarchie devient tyrannie, l'aristocratie oligarchie sans scrupule et la démocratie démagogie vicieuse? « D'abord, nous ne sommes pas en démocratie, nous vivons sous des régimes d'oligarchie libérale », le mot est lâché, plutôt deux, oligarchie et libérale, et ils le sont par le philosophe, économiste et psychanalyste Cornélius Castoriadis, lors d'une conférence en 1991. Le premier fait référence au pouvoir



Quelle relation à la démocratie la jeune génération va-t-elle avoir?

■ ■ ■

détenu par une minorité, « *un petit groupe de personnes, quelques familles, une classe restreinte et privilégiée* » selon la définition du Grand Robert de la Langue Française, le second à l'économie induisant la libre circulation des biens, la libre entreprise et dont la devise est « *laisser faire, laisser passer...* », qui donnera le libéralisme et sa doctrine économique de la « *libre concurrence, liberté d'entreprise, libre circulation* » ne devant être entravée par aucune intervention autoritaire, véritable terreau de l'individualisme et du néolibéralisme.

Depuis les années 1980 nous vivons dans l'ère du capitalisme mondialisé où le libre-échange et la libre circulation des capitaux sont rois, entraînant des politiques néolibérales qui favorisent les inégalités, fragilisent le tissu social, créent de plus en plus de précarité et d'insécurité, détruisent l'environnement, guidés uniquement par la loi du profit. **Dans ce climat social tendu où pas un seul jour ne passe sans que nous soyons informés de nouvelles délocalisations et de suppressions d'emplois, les gouvernements successifs ne semblent pas s'émouvoir outre-mesure et font mine d'une certaine incompétence à inverser cette désastreuse tendance, à moins qu'ils ne la favorisent eux-mêmes !**

De fait, que penser d'une démocratie où les citoyens n'ont plus leur mot à dire, sinon qu'elle n'existe plus, puisque sous le couvert de celle-ci une minorité œuvre impunément au pouvoir, davantage soucieuse de privatisation du secteur public que d'équilibre social et d'égalité citoyenne.

Le clivage gauche-droite a quant à lui peu ou prou disparu dans les faits comme dans les décisions politiques, et le « *tous pourris* » s'est installé dans les esprits, chose que les affaires judiciaires dans lesquelles sont impliqués des hommes politiques, industriels et financiers ne viennent malheureusement pas contredire. Mais y a-t-il eu réellement une démocratie en France? Alors que dans le meilleur des cas, les gouvernants ne représentent qu'un électeur sur cinq, que penser de la démocratie représentative censée donner la liberté aux citoyens d'élire un « représentant » à la tête de l'État ou d'une commune? Une démocratie qui délègue l'autorité du peuple à un ou des « représentants » qui ne représentent en vérité qu'une minorité ou que très partiellement la population n'est pas une démocratie. Le premier tour des dernières élections présidentielles du 21 avril 2002 qui a vu le candidat du Front National accéder au deuxième tour et un taux d'abstention des plus importants jamais observé jusqu'ici lors des présidentielles, ne fait que marquer d'une empreinte indélébile l'absence de démocratie. **L'élection de M. Jacques Chirac au second tour avec un record de 82 % des voix révéla l'ampleur du scandale.** D'autant que l'autisme particulièrement spectaculaire et alarmant qu'a manifesté par la suite ce gouvernement, alors que la population défilait par milliers dans les rues pour faire entendre son mécontentement quant à la destruction en avalanche des acquis sociaux, fut ressenti comme une véritable injure, une injustice et un déni à la pratique démocratique.

N'oublions pas, à ce propos, que M. Jacques Chirac, en tant que Président de la République fut par deux

fois désavoué par le peuple lors de la dissolution de 1997 et du Référendum de 2005, et que malgré ces revers criants il ne jugea pas logique de s'en aller! Je ne peux m'empêcher de penser que lorsqu'au sein d'autres États se prévalant outrageusement d'élections démocratiques, un tel score sort des urnes, les journalistes français ne manquent pas de l'associer à la nature du gouvernement en place, qu'il soit dictatorial ou



Une autre manière de manifester son mécontentement au quotidien!

tyrannique et policier. Sans aller jusque-là ni céder à l'amalgame quant au problème français, il est malgré tout possible et nécessaire de poser ces questions: Qu'en est-il en France? Quelle est la responsabilité des politiques? Des citoyens? Pour quelle raison une partie de la population s'est-elle désengagée de la sorte? **La démocratie n'a de sens et d'existence que par la participation effective et directe des citoyens, sinon elle n'est que coquille vide, un masque derrière lequel se cache une autre forme de gouvernement qui ne dit pas son nom, et ne laisse aucune place à l'exercice de la citoyenneté.** Or, quelles sont les raisons aujourd'hui qui amèneraient l'ensemble des citoyens à participer de nouveau? De plus, la liberté et la place lui serait-elle donnée de l'engagement politique? Certes, la démocratie participative est un plus, dans le sens où elle entend l'opinion du peuple et s'engage – par des promesses – à intégrer dans l'exercice du gouvernement les diverses questions soulevées, mais elle n'est encore pas une démocratie. Seule la démocratie directe qui implique les citoyens dans les discussions et les décisions est un régime démocratique digne de ce nom. **Aujourd'hui, la parole publique et les décisions quant à l'avenir du pays sont dérobés, détournés par une minorité au pouvoir, au détriment du plus grand nombre.** « *La société est dominée par une course folle, définie par ces trois termes: technoscience, bureaucratie, argent. Si rien ne l'arrête, il pourra de moins en moins être question de démocratie. La privatisation, le désintérêt, l'égoïsme, seront partout*

accompagnés de quelques explosions sauvages des exclus, minoritaires et incapables d'avoir une expression politique. » Cornélius Castoriadis a exprimé cette pensée en février 1991, il y a seize ans; si nous la comparons à la récente et brûlante actualité de la révolte des banlieues, pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, force est d'admettre combien elle était et reste visionnaire et combien il est urgent de prendre son message

au sérieux. **Lorsque les gens votent pour tel ou tel candidat sans croire à leur programme, ou ne votent pas ou plus du tout, c'est qu'ils ont atteint le comble de l'écoeurement, et il ne peut rien sortir de positif sans un changement radical de l'exercice politique, c'est-à-dire de la démocratie.** « *Il y a des millions de citoyens en France. Pourquoi ne seraient-ils pas capables de gouverner? Parce que toute la vie politique vise précisément à le leur désapprendre, à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éducation politique* » (Castoriadis encore!). Plutôt que de s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives, les gens s'habituent à suivre ou à voter pour des options qu'ils n'ont pas choisies, que d'autres leur présentent, options qui bien souvent sont coupées des réalités sociales. Plus les personnes se retirent de l'activité politique et démocratique et plus les bureaucrates et politiciens soi-disant responsables prennent le pas et occupent le terrain qui appartient en réalité à l'ensemble des citoyens.

Permettez-moi dès lors cette provocation: Serions-nous devenus serviles au service de ce que nous laissons nous dominer? Convenons je vous prie, étant donné la situation de plus en plus dégradée de nos sociétés,

que les décisions fondamentales qui doivent servir le destin de notre pays comme de la planète, ne peuvent plus être prises sans l'intervention des populations. Les choix quant aux politiques alimentaires, sociales, salariales, industrielles, commerciales, monétaires, environnementales et j'en passe, ne sauraient être l'apanage de quelques-uns décidant de ce qui est bon ou mauvais pour la multitude.

Le nucléaire, les énergies renouvelables, le réchauffement climatique, la protection des espaces naturels, la politique des transports, les OGM, la manipulation du vivant, et cetera, sont autant de dossiers qui nous concernent, dès à présent et dans l'avenir, pour lesquels l'ensemble des citoyens doit débattre et décider quant au choix à prendre. Ces questions dépassent d'ailleurs le cadre national...

Mais un problème se pose, qui est celui du citoyen, car dans une société mercantile, hyper-consommatrice telle que la nôtre et qui n'affirme comme valeur que l'argent, quelle solidarité, quelle conscience, quelle maturité, quelle intégrité pouvons-nous attendre des gens qui la composent? S'il n'y a plus de citoyens mais seulement une masse indistincte de consommateurs, répondant aux modes et aux besoins mercantiles inventés de toutes pièces par des entreprises uniquement animées par une marchandisation à outrance, quelle chance la démocratie a-t-elle d'exister? Le seul souci du libéralisme capitaliste est de cumuler les profits et de pousser les gens à l'apathie et à la privatisation, agissant tout à fait librement et en

toute impunité, sans que des résistances législatives ou citoyennes viennent y mettre un frein sinon un terme. Mais qu'est-ce que l'achat d'un produit de consommation sinon un vote au quotidien, l'opportunité de choisir et de créer une éthique de société de consommation selon le produit que l'on élit ou pas, la possibilité également d'un geste citoyen dans le refus de céder à la surconsommation.

Consommer ou ne pas consommer, ou bien consommer moins, est un geste politique fort dont l'influence est immédiate. Cela induit nécessairement un acte de résistance.

Un exemple: parmi les espèces de poissons menacées de disparition il y a l'anchois, le merlan, le colin, la lotte, la morue (cabillaud séché et/ou salé) la sole, le thon rouge entre autres, du fait de l'activité humaine qui a pratiqué jusqu'ici la sur-pêche.

L'acte citoyen par excellence qui s'impose de lui-même serait celui de ne plus consommer ces produits afin d'obliger le milieu de la pêche industrielle à cesser cette pêche intensive et destructrice des fonds marins. Une attitude citoyenne et réfléchie peut encore s'exercer à l'encontre des entreprises monopolistiques en choisissant de favoriser les structures artisanales.

C'est à la portée de tout le monde.

Encore faut-il s'informer, chercher de soi-même l'information indépendamment de ce que les médias veulent bien dire, car c'est aussi cela être citoyen, sortir de la passivité dans laquelle le système tend à nous enfermer. Inversement, le désintérêt des citoyens ne sert que l'intérêt des politiques libérales capitaliste et la démocratie est perdue. Georges Louis Leclerc, comte de Buffon, notait dans son Histoire naturelle « que l'homme consomme, englutit lui seul plus de chair que tous les animaux ensemble n'en dévorent; il est donc le plus grand destructeur, et c'est plus par abus que par nécessité; au lieu de jouir modérément des biens qui lui sont offerts, au lieu de les dispenser avec équité, au lieu de réparer à mesure qu'il détruit, de renouveler lorsqu'il anéantit, l'homme riche met toute sa gloire à consommer, toute sa grandeur à perdre en un jour à sa table plus de biens qu'il n'en faudrait pour faire subsister plusieurs familles; il abuse également des animaux et des hommes, dont le reste demeure affamé, languit dans la misère, et ne travaille que pour satisfaire à l'appétit immodéré de cet homme qui, détruisant les autres par la disette, se détruit lui-même par les excès. » Nous sommes les instruments et les acteurs de ce que nous condamnons au quotidien, notre passivité et notre participation à ce qui nous détruit ne font que favoriser un système

aveugle et inconscient de ses actes comme de ses conséquences. « **Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent** » répétait Lucie Aubrac, grande figure de la Résistance et militante de la cause humaine jusqu'à son dernier souffle.

Certes, mais pour ce faire, il est impératif de rester éveillé. Et pour qu'une société démocratique existe réellement, il faut que les gens se sentent responsables,



Les choix politiques participent inévitablement à la France que l'on choisit.

car la nature de la démocratie est de s'auto-crée en permanence au feu de l'action et au questionnement critique du citoyen dans l'exercice politique. Or, qu'est-ce que le politique, sinon ce qui concerne la cité, et dans la cité, les citoyens.

L'activité démocratique et politique est de ce fait et en vérité, le lieu de la transformation et de la formation de tout citoyen, et donc de la démocratie, dans l'expression qu'il favorise au sein d'un espace public, d'opinions, de discussions, de contradictions, de divergences, de confrontations conflictuelles et de délibérations quant au destin collectif. **Seulement, un tel espace public ne peut exister que dans la mesure où les citoyens s'arrachent à l'idée « qu'ils ne peuvent rien faire »; le lieu et l'espace démocratique est à reconquérir au quotidien, au même titre que l'expression politique citoyenne.**

Une analyse de Bertrand Le Gendre dans le journal Le Monde daté du 5 mars 2007 révèle que « la « *génération Chirac* » partage la conviction que son avenir n'est pas rose. (...) Que son sort dépend de décisions prises en dehors d'elle par des élites « bruxellisées ». Qu'elle n'a guère d'influence sur les événements. Sinon la possibilité de dire « non ». Anne Muxel, de son côté, directrice de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Cévipof), après avoir enquêté auprès de jeunes de 18-25 ans, montre que « *comme pour le reste de la population, il faut souligner le paradoxe de citoyens qui se disent très intéressés (par la campagne présidentielle) et qui expriment, dans le même temps, une profonde défiance vis-à-vis du système politique.* »

Le mal est profond et ne date pas d'hier, et c'est un fait indéniable que de constater à quel point la politique s'est éloignée de l'activité démocratique qui implique la participation active de toute la communauté des citoyens aux affaires politiques. **La réalité saute aux yeux, la « représentativité » n'est plus suffisante, elle n'est plus et n'a d'ailleurs jamais été la juste expression d'un régime démocratique. Permettre aux citoyens d'exprimer un choix tous les cinq ans n'est qu'une « illusion démocratique », surtout lorsque les « représentants » une fois élus, se donnent toute liberté quant aux décisions qu'ils prennent, sans en référer nullement à l'avis du peuple.**

Cela vaut aussi pour les « représentants » syndicaux, à une époque où l'on s'étonne de leur sous-représentation dans les entreprises. Face à une « mondialisation libérale » il est urgent d'opposer une « mondialisation sociale », urgent de construire une démocratie digne de ce nom, privilégiant l'intervention citoyenne.

Le référendum sur le traité constitutionnel Européen du 29 mai 2005 qui a vu le « non » l'emporter, montra que la souveraineté populaire n'a pas disparu et que les citoyens peuvent très bien s'emparer d'un dossier, fût-il abscons, et décider de son avenir après en avoir débattu. **Face à la politique spectacle, face à l'ère de l'image et de l'abrutissement, la critique et le contrôle citoyens s'imposent comme la seule guérison possible.**

Dans une société française paralysée par les oligarchies, un grand débat de société est désormais crucial. Car au sein de cette véreuse démocratie représentative, il y a une « représentation » qui manque cruellement à l'appel, celle des citoyens!

VOYAGE EN PAYS D'ÉTYMOLOGIE

« XENOS », L'HÔTE, L'ÉTRANGER, L'ÉTRANGE...

« Xenos », terme grec, apparaît pour la première fois au sein de deux textes fondateurs de la Grèce Antique, l'un du IX^e et l'autre du VIII^e siècle, composés tous deux avant notre ère, il y a 2900 ans, l'Illiade et l'Odyssée, vaste épopée relatant les exploits de la guerre de Troie et le retour d'Ulysse vers sa patrie, attribuée au poète Homère.

« Xenos » désigne l'étranger, mais un étranger parlant la même langue, le même idiome, il est celui dont le langage est compréhensible, il peut se nommer, dire son origine, dialoguer et échanger avec l'autochtone.

L'étranger parle donc la langue du pays, et à ce titre il peut être accueilli comme hôte, selon un rituel par lequel on s'engage dans des présents réciproques. Dans la langue grecque de l'Antiquité, « xenos » a donné naissance à une somme de dérivés dont « xenotimos », celui qui honore les hôtes, mot qui fut ensuite accueilli dans la classe des noms propres, « Xenotimos ».

Dans la langue française, « xenos » a formé la racine xeno, dont la combinaison avec le grec « phobos », la peur, la crainte, l'effroi, a donné le terme bien connu

pour être malheureusement très souvent employé, xénophobe traduisant la crainte, la peur de l'étranger. De l'hospitalité grecque nous sommes passés à l'hostilité à l'encontre de l'étranger.

Or, ne considérer uniquement ce terme serait commettre un affront envers son contraire, associant la même racine « xeno » au grec « philia », l'amitié, l'affection, la bienveillance, pour donner le mot xénophile, qualité d'une personne ayant de la sympathie pour les étrangers, ouverte à ce qui vient de l'étranger, terme, il faut le reconnaître, tristement absent de notre vocabulaire.